dodis.ch/58877

1771

SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss
Décision 16 SEP. 1991
Decisione

Accord de promotion et de protection réciproques des investissements (APPI) avec la République de Bulgarie

Vu la proposition du DFEP du 2 septembre 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Le texte de l'accord négocié entre la Suisse et la Bulgarie relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements entre la Confédération suisse et la République de Bulgarie est approuvé.

2. Le Conseiller Fédéral Jean-Pascal Delamuraz ou le Secrétaire d'Etat Franz Blankart ou l'Ambassadeur Silvio Arioli, Délégué aux accords commerciaux, est chargé de signer l'accord.

3. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pouvoirs pour la signature de l'accord.

4. Le DFAE est chargé de procéder à la notification prévue à l'article 13, alinéa (1) de l'accord.

5. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le DFAE de publier l'accord au recueil officiel des lois.

Pour extrait conforme

Hanna Muralt

Protokollauszug an:
☒ ohne / ☐ mit Beilage

z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	10	-
		EDI		
	X	EJPD	10	-
		EMD		
	X	EFD	10	-
X		EVD	15	-
		EVED		
	X	BK	6	-
	X	EFK	2	-
	X	Fin.Del.	2	-

6.89 10.000 49.000/1

Dodis

dodis.ch/58877

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBLICA

2310.1

Berne, le 2 septembre 1991

Au Conseil fédéral

Accord de promotion et de protection réciproques des investissements (APPI) avec la République de Bulgarie

1. Contexte général

Engagés dans les mutations qui caractérisent l'environnement politique général, les pays d'Europe centrale et de l'Est s'ouvrent progressivement aux investissements étrangers. Conscients du rôle décisif de la sécurité juridique et du climat d'investissement pour attirer les investisseurs étrangers dont ils ont un besoin urgent, ces pays ont introduit ou sont en train d'introduire des systèmes de plus en plus libéraux. De plus, le fait qu'un Etat conclue un traité encourageant et protégeant les investissements peut être considéré comme l'expression de la volonté de clarifier et améliorer le statut juridique d'un investisseur étranger en lui assurant une garantie fondée sur un accord de droit international public. Ainsi, la Suisse a conclu des accords de promotion et de protection réciproques des investissements avec la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'URSS. Les négociations avec la Bulgarie, qui viennent d'être terminées, sont suivies d'autres qui sont à un stade avancé, notamment celles avec la Roumanie et l'Albanie.

Jusqu'à présent, la Suisse a conclu avec plus de 45 Etats des accords de promotion et de protection des investissements ou des accords comportant une clause relative à la protection des investissements. En outre, des négociations et pourparlers sont en cours avec d'autres pays désireux de conclure un tel traité bilatéral.

2. Contenu de l'accord négocié avec la Bulgarie

Les accords de promotion et de protection des investissements conclus jusqu'ici et envisagés par la Suisse concordent dans une large mesure quant à leur contenu. Le texte conventionnel négocié avec la Bulgarie retient les principes fondamentaux défendus par la Suisse dans ce domaine. Ainsi, les principes fixés dans la délégation de compétence à conclure des APPI du Parlement au Conseil fédéral (AF du 27 septembre 1963, RS 975 et message du Conseil fédéral du 24 mai 1963) sont-ils respectés.

Les dispositions les plus importantes du présent accord règlent les points suivants:

3.89 10000 48082/3

dodis.ch/58877

Article 1er, alinéa (1)

Définition de l'investisseur

Pour une société, la qualité d'investisseur de l'une ou l'autre Partie Contractante est fonction des deux critères alternatifs suivants: son incorporation et son siège, d'une part, son contrôle, d'autre part.

Article 2

Champ d'application

Tombent sous le champ d'application de l'accord, les investissements effectués après le 31 décembre 1959 en conformité avec la législation du pays hôte.

Article 3

Encouragement, admission

Les investissements par des investisseurs de l'autre Partie Contractante seront encouragés et admis conformément à la législation pertinente.

Article 4

Protection, autorisations

Chaque Partie Contractante protégera les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie Contractante et considérera avec bienveillance les demandes d'autorisations concernant les activités liées à l'administration de l'investissement.

Article 5

Traitement

Dès l'admission d'un investissement étranger sur son territoire, chaque Partie Contractante lui garantit un traitement juste et équitable. Ce traitement ne doit pas être moins favorable que celui accordé aux investissements effectués sur son territoire par les investisseurs de la nation la plus favorisée ainsi qu'en principe celui accordé aux investissements effectués par ses propres investisseurs (Protocol, ad Article 5). En outre, sont interdites toutes les mesures discriminatoires ou mesures qui entravent l'accès aux moyens de production ou à la commercialisation de produits.

dodis.ch/58877

Article 6

Libre transfert

Le libre transfert des paiements afférants à un investissement est accordé. Les transferts auront lieu au taux de change applicable le jour du transfert dans le pays d'accueil. Le Protocol assure en outre qu'en cas de pénurie de devises, la Banque nationale bulgare mette à disposition une somme équivalente aux devises registrées ou déclarées par l'investisseur au cas ou ce dernier veuille transférer le produit d'une éventuelle liquidation de l'investissement.

Article 7

Dépossession et indemnisation

Toute mesure d'expropriation ou de nationalisation doit être non discriminatoire et conforme aux prescriptions légales. Elle ne saurait se fonder sur des raisons autres que l'intérêt public et entraînera le paiement d'une indemnité effective et adéquate, dont le montant sera réglé sans retard et sera librement transférable.

Article 11

Différends entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante

L'investisseur peut porter devant un tribunal arbitral une contestation relative à l'article 7 alinéa 1 de l'accord (toute question relative à l'expropriation); dans les autres cas, les parties au différand décideront conjointement de s'en remettre à un tribunal arbitral. Dès que la Bulgarie sera membre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats (CIRDI), l'investisseur pourra soumettre le différend au Centre (Protocol, ad Article 11).

Article 12

Différends entre Parties Contractantes

Une procédure d'arbitrage est prévue en cas de différends sur l'interprétation ou l'application de l'accord.

3. Constitutionnalité de l'accord

L'article 8 de la Constitution fédérale donne à la Confédération la compétence de conclure des traités internationaux.

En vertu de l'article premier de l'arrêté fédéral du 27 septembre 1963 (RS 975), le Conseil fédéral est autorisé à conclure de sa propre compétence des accords de protection et d'encouragement des investissements de capitaux.

dodis.ch/58877

4. Conséquences financières et effets sur l'état du personnel

La conclusion du présent accord avec la Bulgarie n'impose aucune charge à la Confédération et n'entraîne pas d'augmentation de personnel.

5. Prise de position des offices intéressés

La Chancellerie fédérale, l'Office fédéral de la justice, la Direction du droit international public et l'Administration fédérale des contributions

sont d'accord avec la présente proposition.

6. Proposition

Nous fondant sur ces considérations, nous vous soumettons la proposition ci-jointe.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

dodis.ch/58877

Pour publication:

dans le Recueil officiel

Annexes

- Projet de décision du Conseil fédéral
- APPI avec la République de Bulgarie (en allemand, langue dans laquelle l'accord a été négocié)

Pour co-rapport à: - ChF
- DFJP
- DFAE
- DFF

Extrait du procès-verbal à:

DFEP en 15 ex. (7 ex. SG, 8 ex. OFAEE)
DFJP en 10 ex.
DFAE en 10 ex.
DFF en 10 ex.

dodis.ch/58877

Accord de promotion et de protection réciproques des investissements (APPI) avec la République de Bulgarie

Vu la proposition du DFEP du 2 septembre 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. Le texte de l'accord négocié entre la Suisse et la Bulgarie relatif à la promotion et à la protection réciproques des investissements entre la Confédération suisse et la République de Bulgarie est approuvé.

2. Le Conseiller Fédéral Jean-Pascal Delamuraz ou le Secrétaire d'Etat Franz Blankart ou l'Ambassadeur Silvio Arioli, Délégué aux accords commerciaux, est chargé de signer l'accord.

3. La Chancellerie fédérale est chargée d'établir les pouvoirs pour la signature de l'accord.

4. Le DFAE est chargé de procéder à la notification prévue à l'article 13, alinéa (1) de l'accord.

5. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le DFAE de publier l'accord au recueil officiel des lois.

Pour extrait conforme

Le secrétaire:

dodis.ch/58877

A b k o m m e n

zwischen

der Schweizerischen Eidgenossenschaft

und

der Republik Bulgarien

über

die Förderung und den gegenseitigen Schutz

von Investitionen

Text vom 17. Mai 1991

dodis.ch/58877

Präambel

Die Schweizerische Eidgenossenschaft und die Republik Bulgarien, in diesem Abkommen als Vertragsparteien bezeichnet,

vom Wunsche geleitet, die wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen den beiden Staaten zum beiderseitigen Nutzen zu verstärken,

im Bestreben, günstige Bedingungen für Investitionen von Investoren der einen Vertragspartei auf dem Gebiete der anderen Vertragspartei zu schaffen und zu erhalten,

in der Erkenntnis, dass die Förderung und der Schutz von Investitionen zur Mehrung des wirtschaftlichen Wohlstandes in beiden Staaten beitragen,

eingedenk der Schlussakte der Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa,

haben folgendes vereinbart:

dodis.ch/58877

Artikel 1

Begriffsbestimmungen

Für die Zwecke dieses Abkommens:

(1) umfasst der Begriff "Investitionen" alle Arten von Vermögenswerten und Guthaben, insbesondere

(a) Eigentum an Sachen sowie sonstige dingliche Rechte wie Dienstbarkeiten, Pfandrechte und Nutzniessungen;

(b) Aktien, Anteile und andere Formen der Beteiligung an Gesellschaften;

(c) Forderungen auf Geld oder auf irgendwelche Leistungen, die einen wirtschaftlichen Wert aufweisen;

(d) Urheberrechte, gewerbliche Eigentumsrechte (wie Patente, gewerbliche Muster und Modelle, Fabrik-, Handels- und Dienstleistungsmarken, Handelsnamen, Ursprungsbezeichnungen), Know-how und Goodwill;

(e) die durch Gesetz, Vertrag oder Entscheid einer Behörde verliehenen Rechte zur Ausübung einer Wirtschaftstätigkeit wie insbesondere zur Aufsuchung, Gewinnung und Verwertung von natürlichen Ressourcen.

dodis.ch/58877

Art. 1 (Fortsetzung)

(2) bezeichnet der Begriff "Erträge" diejenigen Beträge, die sich aus einer Investition für einen bestimmten Zeitraum ergeben wie insbesondere Gewinn, Dividenden, Zinsen;

(3) bezieht sich der Begriff "Investor" hinsichtlich beider Vertragsparteien auf

(a) natürliche Personen, die gemäss der Gesetzgebung der betreffenden Vertragspartei als ihre Staatsangehörigen betrachtet werden;

(b) juristische Gebilde, einschliesslich Gesellschaften, Körperschaften, geschäftliche Vereinigungen und andere Organisationen, die nach dem Recht der betreffenden Vertragspartei konstituiert oder sonstwie rechtmässig organisiert sind und ihren Sitz im Gebiet derselben Vertragspartei haben und dort eine tatsächliche Wirtschaftstätigkeit entfalten;

(c) juristische Gebilde, die nach dem Recht eines dritten Staates oder dem Recht der jeweiligen anderen Vertragspartei gegründet sind und direkt oder indirekt von Staatsangehörigen der betreffenden Vertragspartei oder von juristischen Gebilden kontrolliert werden, die ihren Sitz im Gebiet der betreffenden Vertragspartei haben und dort eine tatsächliche Wirtschaftstätigkeit entfalten.

dodis.ch/58877

Artikel 2

Anwendungsbereich

Dieses Abkommen ist auf Investitionen im Gebiet einer Vertragspartei anwendbar, welche nach dem 31. Dezember 1959 in Uebereinstimmung mit deren Gesetzen und übrigen Rechtsvorschriften von Investoren der anderen Vertragspartei getätigt wurden.

dodis.ch/58877

Artikel 3

Förderung, Zulassung

Jede Vertragspartei fördert auf ihrem Gebiet nach Möglichkeit Investitionen von Investoren der anderen Vertragspartei und lässt diese Investitionen in Uebereinstimmung mit ihren Gesetzen und übrigen Rechtsvorschriften zu.

dodis.ch/58877

Artikel 4

Schutz, Bewilligungen

(1) Jede Vertragspartei schützt auf ihrem Gebiet die Investitionen, die in Uebereinstimmung mit ihrer Gesetzgebung von Investoren der anderen Vertragspartei getätigt worden sind. Die Erträge aus solchen Investitionen und im Falle von Reinvestitionen die Erträge der Reinvestitionen geniessen denselben Schutz wie die Investitionen selbst.

(2) Jede Vertragspartei prüft im Rahmen ihrer Gesetzgebung wohlwollend Gesuche um Bewilligungen, die für irgendwelche Tätigkeiten bezüglich Verwaltung, Durchführung und Erweiterung sowie im Zusammenhang mit dem Personalbedarf solcher Investitionen erforderlich sind.

dodis.ch/58877

Artikel 5

Behandlung

(1) Jede Vertragspartei stellt auf ihrem Gebiet eine gerechte und billige Behandlung der Investitionen von Investoren der anderen Vertragspartei sicher.

(2) Jede Vertragspartei unterlässt es insbesondere, diskriminierende oder sonstwie ungerechtfertigte Massnahmen hinsichtlich Investitionen von Investoren der anderen Vertragspartei zu treffen, die geeignet wären die wirtschaftliche Tätigkeit im Zusammenhang mit der Verwirklichung, dem Betrieb oder der Nutzung dieser Investitionen zu behindern. Die Behandlung dieser Investitionen darf keinesfalls weniger günstig sein als die Behandlung, die die Vertragspartei auf ihrem Gebiet den Investitionen von Investoren der am meisten begünstigten Nation gewährt.

(3) Die Meistbegünstigung gemäss Absatz (2) dieses Artikels bezieht sich nicht auf Vorteile, welche eine Vertragspartei den Investitionen von Investoren eines Drittstaates aufgrund dessen Mitgliedschaft bei oder Assoziation mit einer Freihandelszone, einer Zollunion oder einer Wirtschaftsgemeinschaft zukommen lässt.

dodis.ch/58877

Artikel 6

Freier Transfer

(1) Jede Vertragspartei, auf deren Gebiet Investoren der anderen Vertragspartei Investitionen getätigt haben, gewährt diesen Investoren den freien Transfer von Zahlungen im Zusammenhang mit diesen Investitionen, namentlich für

a) Erträge gemäss Art. 1 Abs. 2;
b) Rückerstattungen von Darlehen;
c) Lizenz- und andere Gebühren;
d) Kosten der Investitionsverwaltung;
e) Erlöse aus der teilweisen oder vollständigen Liquidation einer Investition.

(2) Die Ueberweisungen gemäss Abs. 1 erfolgen zum Wechselkurs, der am Ueberweisungstag gemäss den devisenrechtlichen Vorschriften jener Vertragspartei gilt, in deren Gebiet die Investition vorgenommen wurde.

dodis.ch/58877

Artikel 7

Besitzesentziehung, Entschädigung

(1) Keine Vertragspartei darf Enteignungs- oder Verstaatlichungsmassnahmen gegenüber Investitionen treffen, die Investoren der anderen Vertragspartei gehören, es sei denn, solche Massnahmen erfolgten im öffentlichen Interesse, seien nicht diskriminierend, entsprächen den gesetzlichen Vorschriften und es würde eine Entschädigung vorgesehen. Die Entschädigung muss dem Wert der enteigneten Investition unmittelbar vor dem Zeitpunkt entsprechen, in dem die Enteignung oder die bevorstehende Enteignung öffentlich bekannt wurde. Die Entschädigung muss unverzüglich nach der Enteignung geleistet werden; sie muss tatsächlich verwertbar und frei transferierbar sein.

(2) Investoren einer Vertragspartei, deren Investitionen als Folge eines Krieges oder eines anderen bewaffneten Konfliktes, eines Aufstandes, eines Ausnahmezustandes oder eines sonstigen vergleichbaren Ereignisses auf dem Gebiet der anderen Vertragspartei zu Schaden gekommen sind, haben Anspruch auf eine nichtdiskriminierende Behandlung hinsichtlich Rückerstattung, Entschädigung, Abfindung oder anderer Entgelte. Die Behandlung muss zumindest derjenigen der Investoren der am meisten begünstigten Nation entsprechen.

dodis.ch/58877

Artikel 8

Günstigere Bedingungen

Ergibt sich aus den Rechtsvorschriften einer Vertragspartei oder aus völkerrechtlichen Verpflichtungen, die ausserhalb dieses Abkommens zwischen den Vertragsparteien bestehen oder in Zukunft begründet werden, eine Regelung, durch die die Investitionen der Investoren der anderen Vertragspartei eine günstigere Behandlung als nach diesem Abkommen zu gewähren ist, so geht diese Regelung diesem Abkommen insoweit vor, als sie günstiger ist.

dodis.ch/58877

Artikel 9

Einhaltung von Verpflichtungen

Jede Vertragspartei wird zu jedem Zeitpunkt die Verpflichtungen einhalten, die sie bezüglich der Investitionen der Investoren der anderen Vertragspartei übernommen hat.

dodis.ch/58877

Artikel 10

Subrogationsprinzip

Hat eine der Vertragsparteien für Investitionen, die durch einen Investor auf dem Gebiete der anderen Vertragspartei getätigt wurden, eine finanzielle Garantie gegen nichtkommerzielle Risiken gewährt und wurde aufgrund dieser Garantie eine Zahlung geleistet, so anerkennt die andere Vertragspartei die Uebertragung aller Rechte des Investors auf die erste Vertragspartei. Diese kann die übertragenen Rechte in demselben Umfang wie ihr Rechtsvorgänger (Investor), unter Berücksichtigung von gesetzlich oder vertraglich begründeten Gegenforderungen, ausüben.

dodis.ch/58877

Artikel 11

Meinungsverschiedenheiten zwischen einer Vertragspartei und einem Investor der anderen Vertragspartei

(1) Zur Lösung von Meinungsverschiedenheiten über Investitionen zwischen einer Vertragspartei und einem Investor der anderen Vertragspartei finden, unbeschadet von Artikel 12 dieses Abkommens (Meinungsverschiedenheiten zwischen Vertragsparteien), Beratungen zwischen den betroffenen Parteien statt.

(2) Führen diese Beratungen innerhalb von sechs Monaten nicht zu einer gütlichen Einigung, so können die Parteien wie folgt vorgehen:

(a) Meinungsverschiedenheiten betreffend Verpflichtungen, die sich aus Art. 7 Abs. 1 dieses Abkommens ergeben, können vom Investor einem internationalen Schiedsgericht unterbreitet werden.

(b) Meinungsverschiedenheiten über andere Fragen der Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens können einem internationalen Schiedsgericht unterbreitet werden, wenn beide Parteien damit einverstanden sind.*)

(3) Das internationale Schiedsgericht wird von Fall zu Fall vorbehältlich einer anders lautenden Verständigung zwischen den betroffenen Parteien wie folgt gebildet: Jede Streitpartei benennt einen Schiedsrichter und die zwei Schiedsrichter wählen einen Staatsangehörigen eines dritten Staates als

*) Annahme von lit. (b) durch die bulgarische Delegatin zu bestätigen.

dodis.ch/58877

Art. 11 (Fortsetzung)

Vorsitzenden. Die Schiedsrichter sind innerhalb von zwei Monaten, der Obmann innerhalb von drei Monaten ab Datum zu benennen, an dem der Investor die jeweilige Vertragspartei über seine Absicht benachrichtigt hat, den Streit dem internationalen Schiedsgericht vorzulegen. Werden die obgenannten Fristen nicht eingehalten, kann jede Streitpartei den Generalsekretär des Ständigen Schiedsgerichtshofes in Den Haag einladen, die erforderlichen Ernennungen durchzuführen. Die Mitglieder des Schiedsgerichtes sollen Staatsbürger von Staaten sein, mit denen beide Vertragsparteien diplomatische Beziehungen unterhalten.

(4) Vorbehältlich einer anderslautenden Vereinbarung zwischen den Streitparteien regelt das Schiedsgericht sein Verfahren in Anlehnung an die Regeln der Kommission der Vereinten Nationen für internationales Handelsrecht, wie sie von der Generalversammlung der Vereinten Nationen mit Resolution 31/98 vom 15. Dezember 1976 angenommen worden sind.

(5) Die Entscheidungen des Schiedsgerichts sind für die Streitparteien endgültig und verbindlich. Jede Vertragspartei verpflichtet sich, den Entscheidungen Folge zu leisten.

(6) Die an der Streitigkeit beteiligte Vertragspartei wird während eines Schiedsverfahrens oder der Vollstreckung eines Schiedsspruchs nicht als Einwand geltend machen, der Investor habe auf Grund eines Versicherungsvertrages eine Entschädigung für einen Teil oder die Gesamtheit des ent-

dodis.ch/58877

standenen Schadens aufgrund einer Gewährleistung gemäss Artikel 10 dieses Vertrages (Subrogationsprinzip) erhalten.

dodis.ch/58877

Artikel 12

Meinungsverschiedenheiten zwischen Vertragsparteien

(1) Meinungsverschiedenheiten zwischen den Vertragsparteien bezüglich Auslegung oder Anwendung der Bestimmungen dieses Abkommens sind auf diplomatischem Wege beizulegen.

(2) Falls die beiden Vertragsparteien sich nicht innerhalb von zwölf Monaten nach Ausbruch der Streitigkeit verständigen können, ist sie auf Ersuchen der einen oder anderen Vertragspartei einem aus drei Mitgliedern bestehenden Schiedsgericht zu unterbreiten. Jede Vertragspartei bezeichnet einen Schiedsrichter; diese beiden Schiedsrichter ernennen einen Angehörigen eines Drittstaates, mit dem beide Vertragsparteien diplomatische Beziehungen unterhalten, zum Vorsitzenden.

(3) Falls eine Vertragspartei ihren Schiedsrichter nicht bezeichnet und der Aufforderung der anderen Vertragspartei, innerhalb von zwei Monaten diese Bezeichnung vorzunehmen, nicht nachkommt, so wird der Schiedsrichter auf Ersuchen der letzteren Vertragspartei vom Präsidenten des Internationalen Gerichtshofes ernannt.

(4) Können sich die beiden Schiedsrichter nicht innerhalb von zwei Monaten nach ihrer Bezeichnung auf die Wahl des Vorsitzenden einigen, so wird dieser auf Verlangen einer der beiden Vertragsparteien vom Präsidenten des Internationalen Gerichtshofes ernannt.

dodis.ch/58877

Art. 12 (Fortsetzung)

(5) Ist der Präsident des Internationalen Gerichtshofes in den in Absatz (3) und Absatz (4) erwähnten Fällen an seiner Mandatsausübung verhindert, oder ist er Staatsangehöriger einer der beiden Vertragsparteien, so werden die Ernennungen vom Vizepräsidenten vorgenommen. Ist auch dieser verhindert oder Staatsangehöriger einer der beiden Vertragsparteien, so werden die Ernennungen durch das amtsälteste Mitglied des Gerichtshofes vorgenommen, das nicht Staatsangehöriger einer Vertragspartei ist. Der so ernannte Vorsitzende und die so ernannten Mitglieder des Schiedsgerichtes sollen die Staatsangehörigkeit eines solchen Staates besitzen, mit dem beide Vertragsparteien diplomatische Beziehungen unterhalten.

(6) Sofern die Vertragsparteien nichts anderes bestimmen, regelt das Schiedsgericht sein Verfahren selber.

(7) Das Schiedsgericht trifft seine Entscheide mit Stimmenmehrheit. Seine Entscheide sind für die Vertragsparteien endgültig und bindend.

(8) Jede Vertragspartei trägt die Kosten für den von ihr benannten Schiedsrichter sowie die Kosten für ihre Vertretung im Verfahren. Die Kosten für den Vorsitzenden wie auch die übrigen Kosten werden von beiden Vertragsparteien zu gleichen Teilen getragen. Das Schiedsgericht kann auch eine andere Kostenregelung bestimmen.

dodis.ch/58877

Artikel 13

Inkrafttreten, Verlängerung, Kündigung

(1) Das vorliegende Abkommen tritt am Tage in Kraft, an dem sich die beiden Regierungen mitteilen, dass die verfassungsmässigen Vorschriften für den Abschluss und das Inkrafttreten von internationalen Abkommen erfüllt sind, und gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird es nicht durch schriftliche Anzeige sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraumes gekündigt, verlängert sich seine Laufzeit um jeweils weitere fünf Jahre.

(2) Im Falle der Kündigung dieses Abkommens werden für Investitionen, die vor seiner Kündigung getätigt wurden, die in den Artikeln 1 bis 12 enthaltenen Bestimmungen noch während der Dauer von zehn Jahren angewandt.

dodis.ch/58877

Artikel 14

Protokoll

Das Protokoll, das diesem Abkommen beigefügt ist, bildet einen integralen Bestandteil desselben.

* * *

Geschehen zu ....., am....., in vier Originalen, zwei in deutsch und zwei in bulgarisch, wobei jeder Text gleichermassen verbindlich ist.

~~Für den Schweizerischen Bundesrat~~:
Für die Schweizerische Eidgenossenschaft

~~Für die Regierung der Republik Bulgarien~~:
Für die Republik Bulgarien

dodis.ch/58877

Protokoll

Bei der Unterzeichnung des Abkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Volksrepublik Bulgarien über die gegenseitige Förderung und den Schutz von Investitionen haben die bevollmächtigten Unterzeichner im weiteren die nachfolgenden Bestimmungen vereinbart:

Ad Artikel 4

Die Prüfung von Gesuchen im Zusammenhang mit dem Personalbedarf von Investitionen erstreckt sich insbesondere auch auf Fragen der Einreise, des Aufenthaltes, der Arbeit und der Bewegung von natürlichen Personen der anderen Vertragspartei und ihrer Familien.

Ad Artikel 5

Die Behandlung, welche eine Vertragspartei Investitionen von Investoren der anderen Vertragspartei angedeihen lässt, soll grundsätzlich nicht weniger günstig sein, als die Behandlung, welche sie den Investitionen der eigenen Investoren gewährt. Abweichungen von diesem Grundsatz sind nur zulässig, wenn sie auf einem formellen Gesetz beruhen.

Ad Artikel 6

Für den freien Transfer im Zusammenhang mit schweizerischen Investitionen im Gebiet der Republik Bulgarien besteht Einverständnis hinsichtlich der folgenden Punkte:

(a) Dem Investor stehen in jedem Fall die Devisen zur Verfügung, die er aufgrund seiner Geschäftstätigkeit oder auf dem Devisenmarkt gegen bulgarische Währung erworben hat.

(b) Für den Transfer des Liquidationserlöses gemäss Art. 6 Abs. 1 lit. e stellt die bulgarische Nationalbank dem Investor innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt seines Gesuches die erforderliche Fremdwährung bis zur Höhe der registrierten oder deklarierten Deviseneinlagen zur Verfügung.

dodis.ch/58877

Ad Artikel 7

Die Bestimmungen des Artikels 7 gelten auch für die Ueberführung einer Investition in öffentliches Eigentum, ihre Unterstellung unter öffentliche Aufsicht sowie jede andere Entziehung oder eine solche Einschränkung von Vermögensrechten durch hoheitliche Massnahmen, die in ihren Auswirkungen einer Enteignung gleichkommt.

Ad Artikel 11

Sobald beide Vertragsparteien der Washingtoner Konvention vom 18. März 1965 zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten zwischen Staaten und Angehörigen anderer Staaten beigetreten sind, werden Investitionsstreitigkeiten zwischen einem Investor der einen Vertragspartei und der Vertragspartei, in deren Gebiet die Investition getätigt wurde, auf Verlangen des Investors der in der erwähnten Konvention vorgesehenen Schiedsgerichtsbarkeit des Internationalen Zentrums zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten unterstellt.

* * *

Geschehen zu ....., am....., in vier Originalen, zwei in deutsch und zwei in bulgarisch, wobei jeder Text gleichermassen verbindlich ist.

~~Für den~~ Für die
~~Schweizerischen Bundesrat:~~
Schweizerische Eidgenossenschaft

Für die
~~Für die Regierung der~~
~~Republik Bulgarien:~~
Republik Bulgarien